

Cote du document: EB 2016/119/R.53  
Point de l'ordre du jour: 14 c) ii)  
Date: 14 décembre 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

### Proposition de prêt à l'État du Maranhão de la République fédérative du Brésil pour le Projet de réduction de la pauvreté rurale au Maranhão

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

Pour plus de clarté, les modifications apportées au document présenté dans le cadre de la procédure du défaut d'opposition (EB 2016/LOT/P.19) sont indiquées en jaune.

#### Responsables:

##### Questions techniques:

Paolo Silveri  
Chargé de programme de pays  
Division Amérique latine et Caraïbes  
téléphone: +39 06 5459 2409  
courriel: p.silveri@ifad.org

##### Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session  
Rome, 14-15 décembre 2016

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Plan de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectifs de développement du projet	3
C. Composantes/objectifs	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12

### Appendices

- I. Negotiated financing agreement and guarantee agreement (Accord de financement négocié - sera distribué à la session du Conseil d'administration en avril 2017, une fois les négociations achevées)
- II. Logical framework (Cadre logique)

## Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CSL	Commission sectorielle pour les marchés publics
IDH	Indice de développement humain
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
PAA	Programme d'achat de produits alimentaires provenant de l'agriculture familiale
PDP	Plan de développement de la production
PNAE	Programme national d'alimentation scolaire
PRONAF	Programme national de renforcement de l'agriculture familiale
PS&E	planification et de suivi-évaluation
S&E	Suivi-évaluation
SAF	Secrétariat à l'agriculture familiale
UGP	Unité de gestion du projet
UTL	Unité territoriale locale



# République fédérative du Brésil

## Projet de réduction de la pauvreté rurale au Maranhão

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	État du Maranhão, République fédérative du Brésil
<b>Organisme d'exécution:</b>	Secrétariat à l'agriculture familiale (SAF)
<b>Coût total du projet:</b>	40 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	14 millions de DTS (équivalant approximativement à 20 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA</b>	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	16 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	4 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à l'État du Maranhão de la République fédérative du Brésil pour le projet de réduction de la pauvreté rurale au Maranhão (Projeto Balaiada), telle qu'elle figure au paragraphe 58.

## Proposition de prêt à l'État du Maranhão de la République fédérative du Brésil pour le projet de réduction de la pauvreté rurale au Maranhão

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. En dépit de son statut de pays à revenu intermédiaire et des progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté, le Brésil compte encore un grand nombre de pauvres et se caractérise par de fortes inégalités. Plus de 18 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté et plus de 8 millions d'habitants vivent dans une pauvreté extrême. Les régions du nord et du nord-est demeurent les plus pauvres du pays et concentrent 5 millions des personnes vivant dans une pauvreté extrême, dont 46% appartiennent à des ménages ruraux.
2. Le Maranhão est le deuxième par la taille des États du nord-est du Brésil et l'un des plus pauvres du pays. Il abrite 32 des 50 municipalités ayant les plus faibles valeurs de l'indice de développement humain (IDH) et occupe les derniers rangs pour la plupart des indicateurs sociaux les plus pertinents. La proportion de la population vivant dans la pauvreté (39,5%) et l'extrême pauvreté (25,7%) est la plus élevée du Brésil. Le Maranhão est aussi à la première place pour le taux de mortalité infantile (28 pour 1 000), à la deuxième pour l'espérance de vie (70,4 ans) et à la troisième pour le taux d'analphabétisme (20,9 %). Ces indicateurs sont encore plus mauvais dans les zones rurales, où 42,6% de la population est extrêmement pauvre. Le Maranhão a la troisième plus importante population noire du pays. Deuxième pour le nombre de communautés quilombola certifiées (populations d'origine africaine), c'est le seul État où la majeure partie de la population vit en zone rurale et dans des communautés quilombola traditionnelles. Le Maranhão abrite aussi 16 groupes autochtones différents.
3. Malgré ces indicateurs, les conditions se prêtent à la promotion de la réduction de la pauvreté dans cet État par l'amélioration de la production de l'agriculture familiale. Les conditions environnementales y sont plus favorables que dans la zone semi-aride et certaines denrées typiques du Maranhão, produites par les femmes, notamment l'huile extraite du palmier babaçu (*Attalea speciosa*), sont très demandés. En outre, le contexte institutionnel, politique et social est propice à la promotion d'initiatives propres à réduire la pauvreté par le biais de la transformation des produits agricoles. Enfin, le Maranhão bénéficie de solides organisations de la société civile intéressées à coopérer et à participer à l'exécution de programmes de développement rural.

#### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP)

4. Le projet concorde avec les politiques et programmes de réduction de la pauvreté du gouvernement fédéral et de l'État concerné, spécialement en zone rurale. Le gouvernement de l'État du Maranhão applique le programme Mais IDH (IDH plus),

lancé en 2015, qui est axé sur les investissements publics dans l'infrastructure sociale et le soutien des activités créatrices de revenus dans les 30 municipalités affichant l'IDH le plus faible. Par ailleurs, le gouvernement fédéral exécute plusieurs programmes de soutien, tels que le programme de crédit à l'agriculture familiale par le biais du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF); des programmes d'achats publics de produits agricoles provenant de l'agriculture familiale, tels que le Programme d'achat de produits alimentaires provenant de l'agriculture familiale (PAA) et le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE); et des programmes de réforme agraire, tels que le Programme national de crédit foncier.

5. Le projet est aussi en harmonie avec les objectifs du gouvernement fédéral et de l'État concerné visant à promouvoir la création de revenus durables dans la population rurale pauvre, fortement dépendante pour sa subsistance des pensions de retraite et de la Bolsa Familia, un programme conditionnel de transferts de revenus. Il existe donc un réel besoin de développer des activités génératrices de revenus, principalement agricoles, afin de permettre aux pauvres de sortir durablement de la pauvreté
6. En 2015, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a procédé à l'évaluation du programme de pays du Brésil. L'une des recommandations formulées à l'issue de cette évaluation concernait l'identification des opportunités d'extension des activités du FIDA à d'autres États ou régions du nord-est, au-delà de la zone semi-aride. Sur la base de cette recommandation, le nouveau COSOP approuvé pour le Brésil (2016-2021) a identifié une opportunité de projet au Maranhão, située dans la région nord-est, mais aux confins de la région nord. Il s'agit d'un État dont le territoire se compose en grande partie d'écosystèmes amazoniens de transition et abrite de nombreuses communautés traditionnelles, notamment des populations autochtones.
7. Le projet répond pleinement au Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025. De plus, sa conformité au COSOP 2016 se trouve renforcée en ce qu'il vise i) à augmenter et diversifier la production agricole, et particulièrement vivrière des bénéficiaires, renforçant ainsi la sécurité alimentaire; ii) à accroître la valeur ajoutée de leurs produits et l'accès aux marchés à des conditions favorables; iii) à renforcer la capacité des organisations des bénéficiaires à gérer de façon durable leurs ressources naturelles et leurs systèmes de production, en mettant à profit les politiques et programmes publics et en participant aux instances de décision et aux processus de développement locaux.
8. Pour atteindre ces objectifs, le projet mettra à profit la longue expérience acquise par les projets du FIDA dans la région du nord-est. Il bénéficiera aussi de l'interaction avec les six autres projets du FIDA actuellement en cours d'exécution au Brésil.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

9. Le projet couvre une superficie de 90 150 km<sup>2</sup> (27% de la superficie totale du Maranhão), dont 54% (48 920 km<sup>2</sup>) correspondent aux municipalités prioritaires. La zone totale d'intervention comprend 87 municipalités.
10. Le projet se concentrera sur 43 de ces municipalités, dont quatre sont habitées par des communautés autochtones. Ces 43 municipalités prioritaires ont une population de 900 000 habitants, considérée à 55% comme rurale. La population ciblée comprend 100 000 familles rurales, dont 40% sont pauvres et 60% extrêmement pauvres, et 12 000 personnes supplémentaires appartenant aux communautés autochtones des quatre municipalités autochtones. Le projet bénéficiera directement à 29 700 ménages, dont 22 500 (de 600 communautés de différents types) participeront aux activités de mobilisation et d'organisation, 4 600 seront des

animateurs provenant d'autres communautés et 2 600 des jeunes ayant reçu une formation et provenant de ménages ne tirant aucun autre bénéfice du projet. Au moins 6 500 femmes participeront directement aux activités de production, et 50% des bénéficiaires des plans de développement de la production (PDP) seront des femmes; 1 000 ménages se verront attribuer des titres fonciers; et 700 familles proviendront de communautés autochtones.

11. Dans la zone prioritaire du projet, les jeunes (15-24 ans) représentent 20% de la population, et 81% d'entre eux sont considérés comme vulnérables parce qu'ils sont pauvres et privés tant d'éducation que de travail. En outre, dans les 39 municipalités non autochtones prioritaires, 4,67% des filles âgées de 10 à 17 ans ont des enfants, taux supérieur à la moyenne de l'État (4,2%). La grossesse est l'un des principaux motifs de l'abandon scolaire précoce des filles, phénomène observé chez 45% des adolescentes de la zone du projet.
12. Le groupe cible du projet comprend les ménages qui se sont installés dans le cadre du Programme national d'éducation de la réforme agraire, les communautés quilombola et pratiquant l'agro-extraction, les "casseuses" de noix du palmier babaçu, les populations riveraines des fleuves, les pêcheurs caiçara (traditionnels) et les communautés autochtones. Le projet donne la priorité aux femmes et aux jeunes, qui sont les segments les plus vulnérables de la population et, en même temps, les principaux acteurs du développement du territoire.

## B. Objectifs de développement du projet

13. Le projet a pour but de contribuer à réduire la pauvreté rurale et les inégalités (entre sexes, ethnies et générations) dans l'État du Maranhão en promouvant un développement durable et inclusif. Ses principaux objectifs sont alignés sur les indicateurs d'impact suivants: i) accroître de 20% les propriétés et les ressources des familles bénéficiaires; ii) abaisser de 25% le taux de malnutrition des enfants; et iii) réduire de 20% la part du budget familial consacrée à l'alimentation.
14. L'objectif de développement est d'améliorer les revenus et la nutrition de la population rurale pauvre et de renforcer ses capacités à gérer ses organisations et à s'adapter au changement climatique dans la zone du projet. Il est lié aux résultats spécifiques escomptés suivants: i) 10 500 ménages (70% de 15 000) augmentent leurs revenus d'au moins 30%; ii) 5 000 familles accroissent leur productivité de 20% par hectare ou par animal par rapport à la moyenne de leur zone; iii) 4 000 familles diversifient leur production par l'introduction d'au moins un nouveau produit; iv) 7 000 familles obtiennent des prix plus élevés pour leurs produits; v) 1 000 familles des communautés quilombola et des "casseuses" de noix de palmier bénéficient des mesures d'émission de titres fonciers; et vi) 7 000 familles adoptent au moins une technique d'adaptation au changement climatique dans leur activité de production principale.

## C. Composantes/objectifs

15. Composante 1. Renforcement des organisations et des capacités. L'objectif de cette composante est de renforcer la capacité des bénéficiaires à participer plus efficacement au processus de développement local, à mieux gérer leurs organisations, à réduire les inégalités entre les sexes et à créer des opportunités pour les jeunes. Les activités seront organisées selon les domaines suivants:
  - i) La mobilisation et l'organisation communautaires, comprenant des équipes d'agents de mobilisation qui travailleront au sein des communautés, ainsi que des activités de formation visant à diffuser des informations sur les politiques et programmes publics pertinents et leurs procédures opérationnelles;
  - ii) Le renforcement des capacités des organisations à vocation économique (coopératives et associations) s'occupant principalement de la transformation et de la commercialisation des produits, au moyen principalement de

formations et d'une assistance technique portant sur les questions de gestion; et

- iii) L'égalité des sexes et les jeunes, comportant la formation des bénéficiaires et du personnel du projet afin de promouvoir la participation des femmes et des jeunes aux activités du projet et des communautés, et soutenant l'accès des femmes et des jeunes aux programmes publics. Le projet soutiendra aussi les réseaux d'écoles techniques rurales existants, qui ont offert avec succès une formation technique aux jeunes ruraux (Escolas Família Agrícola et Casas Familiares Rurais), mais se heurtent à de graves problèmes d'infrastructure, tels que le manque de salles de classe
16. Composante 2. Sécurité alimentaire, développement de la production et accès aux marchés. L'objectif de cette composante est d'augmenter et de diversifier la production agricole des bénéficiaires, en renforçant la sécurité alimentaire, en permettant l'accès aux marchés dans des conditions plus favorables, et en assurant une production plus durable et mieux adaptée au changement climatique. Les principales activités seront les suivantes:
- i) Une assistance technique et une formation destinées à améliorer les activités de production, la gestion des ressources naturelles et l'accès aux marchés;
  - ii) Le cofinancement d'investissements productifs dans le cadre des PDP, élaborés en fonction des profils des bénéficiaires;
  - iii) Le cofinancement d'investissements socio-environnementaux, notamment d'initiatives environnementales, et l'utilisation des énergies renouvelables, les ouvrages d'adduction d'eau pour la consommation humaine, l'appui aux communautés quilombola et traditionnelles pour l'acquisition de titres de propriété, et des unités de démonstration innovantes promouvant l'expérimentation et l'apprentissage parmi les bénéficiaires; et
  - iv) Le soutien des communautés autochtones au moyen d'une stratégie spécifiquement adaptée.
17. Composante 3. Gestion du projet, planification et suivi-évaluation (S&E), et gestion des savoirs. Cette composante comprendra toutes les activités d'administration et de gestion financière, de planification, de S&E, de gestion des savoirs et de communication des résultats.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

18. La stratégie du projet prévoit une étroite coordination avec les plateformes locales et territoriales. Dans le cadre du travail avec les communautés rurales, des équipes d'agents de mobilisation, de concert avec les équipes d'assistance technique, mèneront une évaluation rurale rapide (et participative) dans chaque communauté afin de définir les différentes options disponibles pour améliorer la production et l'état nutritionnel. À cet égard, le principal instrument utilisé pour acheminer le soutien du projet sera le PDP. Du point de vue de la production, une stratégie différenciée sera mise en œuvre pour les divers types de bénéficiaires: i) ménages extrêmement pauvres; ii) ménages généralement membres d'associations; et iii) organisations à vocation économique telles que les coopératives.
19. La fonction principale de l'assistance technique sera de renforcer les capacités nécessaires pour assurer la réussite des initiatives de production soutenues par le projet. Les équipes d'assistance technique aideront aussi les bénéficiaires à accéder aux différents types de marchés: i) les marchés institutionnels (PPA, PNAE et le programme d'achat de produits alimentaires provenant de l'agriculture familiale du Maranhão), en encourageant les bénéficiaires à obtenir une déclaration d'admissibilité au PRONAF et en négociant les contrats d'achat avec les institutions

municipales, étatiques et fédérales; ii) les marchés locaux, spécialement les marchés forains et les foires agroécologiques, qui recèlent un fort potentiel d'absorption des produits bénéficiaires; et iii) les marchés régionaux et nationaux valorisant les activités agro-écologiques et agro-extractives, comme c'est le cas des produits dérivés du palmier babaçu.

20. En ce qui concerne les communautés autochtones, le projet recourra à une approche ayant la flexibilité nécessaire pour adapter ses services à la situation des communautés. Ainsi, une évaluation rurale rapide et différenciée des communautés autochtones, intégrant le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et des analyses sociales et culturelles spécifiques, garantiront l'adaptation des PDP aux systèmes organisationnels et à la dynamique propres aux divers groupes autochtones. Dans le contexte des activités liées à la production et à la sécurité alimentaire, la priorité sera donnée au soutien des cultures et du petit bétail, qui constituent l'alimentation traditionnelle des populations autochtones. Pendant toute la durée d'exécution, le projet maintiendra des relations étroites avec la Fundação Nacional do Índio et en particulier avec son bureau régional situé à Imperatriz.

## B. Cadre organisationnel

21. Le projet sera exécuté par le Secrétariat à l'agriculture familiale (SAF) du gouvernement du Maranhão, qui créera une unité de gestion du projet dédiée (UGP) au sein de sa structure institutionnelle. L'UGP aura son siège à São Luís, la capitale de l'État, et cinq unités territoriales locales (UTL) dépendantes de l'UGP seront établies dans les territoires de la zone du projet, dont une UTL spécialisée dans la région autochtone. En raison de ses objectifs, de ses composantes et de son approche, l'UGP collaborera intensivement avec les organisations territoriales collégiales, les institutions du gouvernement de l'État et une vaste gamme de parties prenantes locales.
22. Aux fins de la fourniture de l'assistance technique aux bénéficiaires, le projet conclura des accords d'exécution avec l'Agence du Maranhão pour la recherche agricole et la vulgarisation rurale, l'Institut de colonisation et réforme agraire du Maranhão, et des prestataires privés. Pour le renforcement des capacités organisationnelles, il recourra aux services des organisations de la société civile qui travaillent déjà avec les communautés des bénéficiaires. Pour les investissements agricoles et extra-agricoles au profit des bénéficiaires, le projet transférera les fonds directement aux organisations bénéficiaires, qui géreront les ressources et exécuteront les PDP. Les investissements dans la production et la petite infrastructure respecteront les réglementations sanitaires et environnementales, et le projet coopérera avec le Secrétariat à l'environnement et aux ressources naturelles ainsi qu'avec l'agence étatique de défense de l'agriculture du Maranhão.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

23. La planification des activités du projet s'intégrera aux processus de planification du SAF, de l'Agence du Maranhão pour la recherche agricole et la vulgarisation rurale, et de l'Institut de colonisation et réforme agraire du Maranhão. La sélection des activités se fera par un processus d'analyse et de planification réunissant toutes les parties prenantes: l'UGP, les cinq UTL, les comités territoriaux, les bénéficiaires et les organisations communautaires et économiques, y compris l'agro-extraction, les ménages autochtones et quilombola, et en particulier les femmes et les jeunes.
24. L'UGP sera responsable des activités de S&E par l'intermédiaire de son unité de planification et de suivi-évaluation (PS&E), comprenant un coordonnateur et deux conseillers. Elle sera dotée d'un comité de PS&E composé au moins du directeur du projet et du coordonnateur de l'unité de PS&E. Le directeur régional de chaque UTL sera chargé de fournir à l'UGP les données et les informations nécessaires au S&E du projet. Les activités et les résultats du S&E seront étroitement liés à la planification

et à la gestion du projet. Les principaux instruments des activités de S&E seront les suivants: i) le cadre logique et les indicateurs du projet; ii) le plan de travail annuel; iii) le système d'information du S&E; iv) les rapports techniques de situation; v) l'étude de référence; vi) le classement des expériences par thème; et vii) l'étude d'impact. Le projet devrait être doté d'un système de S&E faisant ressortir les progrès au regard des principaux indicateurs du cadre logique, conformément au système de S&E du programme de pays géré par le bureau de pays du FIDA. Le système de S&E comprendra aussi une section relative aux indicateurs d'impact.

25. Le projet promouvra des techniques de production agroécologiques et des dispositions institutionnelles innovantes au Maranhão, et soutiendra la diffusion de pratiques innovantes déjà appliquées avec succès. Il encouragera l'apprentissage et la réflexion grâce à la systématisation des données fournies par le S&E en vue de l'analyse des facteurs clés et des conditions ambiantes expliquant les résultats obtenus. Le projet se tiendra aussi en liaison avec les plateformes horizontales de coopération; les autres projets soutenus par le FIDA au Brésil; le Forum des Secrétaires d'État à l'agriculture familiale et au développement rural du nord-est du Brésil et du Minas Gerais pour la concertation sur les politiques et l'engagement dans ce domaine; et les programmes régionaux et nationaux d'appui à la gestion des savoirs, à la coopération triangulaire et Sud-Sud, à l'établissement de partenariats, à l'engagement en matière de politiques et à la reproduction à plus grande échelle des expériences et des pratiques couronnées de succès.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

26. Gestion financière. Le SAF, par l'intermédiaire d'une UGP, sera responsable de la gestion financière de toutes les ressources du projet, notamment des flux de fonds, des décaissements, du contrôle interne, de la comptabilité, des rapports financiers et de l'audit. Un directeur financier/administratif, ayant l'expérience des projets financés par des ressources externes, sera nommé pour remplir les fonctions de gestion financière. Il sera secondé par un comptable, un expert budgétaire, et par d'autres unités du SAF. Mis à part un système comptable spécifiquement destiné à satisfaire aux exigences du FIDA, le projet utilisera le logiciel courant de gestion financière en usage dans tous les organismes publics de l'État du Maranhão.
27. Flux de fonds. Un compte désigné sera ouvert et tenu au nom de l'emprunteur. Il sera libellé en dollars des États-Unis et utilisé exclusivement pour le dépôt des fonds provenant du prêt. Le SAF ouvrira en outre un compte d'exploitation du projet dans une banque choisie par l'emprunteur. Il sera libellé en reals brésiliens et servira au dépôt des ressources provenant du compte désigné et des fonds de contrepartie.
28. Financement rétroactif et dépenses de démarrage. Par dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, des dépenses spécifiques effectuées entre août 2016 et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement pourront être considérées comme admissibles jusqu'à concurrence d'un montant de 500 000 USD, pour des activités relatives: i) au recrutement du personnel clé; ii) à la rédaction du manuel d'exécution du projet iii) à l'acquisition du système de comptabilité; iv) à l'étude de référence; et v) à la formation. Pour être considérées comme admissibles, les dépenses devront obtenir au préalable la "non objection" du FIDA. Pour que les dépenses à rembourser soient reconnues, l'emprunteur devra les présenter au FIDA une fois que les conditions relatives au remboursement auront été remplies.
29. En outre, le financement des dépenses de démarrage peut être utilisé pour les premières activités du programme.
30. Audit. Les états financiers annuels consolidés du projet seront soumis à un audit indépendant, conformément au mandat approuvé par le FIDA, ainsi qu'aux normes internationales d'audit et aux directives du FIDA concernant l'audit des projets. Les rapports d'audit annuels seront présentés au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier. Le projet remettra aussi les

rapports d'audit au Secrétariat à la transparence et au contrôle, de l'État du Maranhão.

31. Passation des marchés. L'UGP sera responsable de la passation des marchés et des contrats, par l'intermédiaire de la Commission sectorielle du SAF pour les marchés publics (CSL), conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés et aux normes nationales, dans la mesure où elles ont l'agrément du FIDA. L'équipe de l'UGP et l'Unité de conseil juridique du SAF appuieront l'action de la CSL dans toutes les procédures de passation des marchés. Le cas échéant, la CSL présentera au FIDA les dossiers d'appel d'offres, par les soins de l'UGP, aux fins de « non objection ».

#### E. Supervision

32. Conformément à sa politique en matière de supervision et d'appui à l'exécution, le FIDA supervisera directement le projet. La supervision aura pour principaux objectifs de suivre les progrès de l'exécution du projet et de veiller à sa conformité avec l'accord de prêt. L'appui à l'exécution portera sur la fourniture d'une assistance au personnel du projet pour des questions techniques spécifiques. Une mission de supervision sera programmée chaque année et complétée par des missions d'appui à l'exécution.
33. Avant le début de chaque année, l'UGP présentera au FIDA un plan de travail et budget annuel relatif à la prochaine année du projet. Ce plan comprendra une description détaillée des activités du projet, de leurs sources de financement et de la façon dont elles seront utilisées, ainsi qu'un plan de passation des marchés de 18 mois, la première année du projet, et de 12 mois les années restantes.
34. Un examen sera exécuté à mi-parcours de la période d'exécution du projet. Il aura pour objet d'identifier les principales difficultés et de recommander toute modification nécessaire afin d'assurer que le projet obtienne les résultats escomptés.

### IV. Coût, financement et avantages du projet

#### A. Coût du projet

35. Le coût total du projet (investissements, dépenses supplémentaires de fonctionnement, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers) est estimé à 40 millions d'USD, dont 20 millions d'USD (50% du coût total du projet) seront financés par un prêt du FIDA; environ 4 millions d'USD (10% du total) par des contributions des bénéficiaires (à la fois en nature et en espèces); et 16 millions d'USD (40% du total) par des fonds de contrepartie du gouvernement de l'État.
36. Au titre des fonds de contrepartie, la Banque nationale de développement économique et social apportera un concours de 7 millions d'USD sous forme de financements à fonds perdus d'investissements dans des projets de production, en partenariat avec l'État du Maranhão. Les fonds alloués à la gestion du projet représentent quelque 14% du coût total du projet.
37. Le coût du projet ventilé par composante et par source de financement est indiqué au tableau 1.

Tableau 1  
**Coût du projet par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des organisations et des capacités	4 648	24	-	-	4 648	29	9 296	24
2. Sécurité alimentaire, développement de la production et accès aux marchés	12 155	62	4 000	100	8 491	53	24 646	62
3. Gestion du projet, planification, S&E et gestion des savoirs	2 861	14	-	-	2 861	18	5 722	14
<b>Total</b>	<b>19 664</b>	<b>50</b>	<b>4 000</b>	<b>10</b>	<b>16 000</b>	<b>40</b>	<b>39 664</b>	<b>100</b>

## B. Financement du projet

38. Le coût du projet ventilé par catégorie de dépenses et source de financement est indiqué au tableau 2.

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services de consultants/assistance technique	9 054	46	119	3	9 667	60	18 840	47
2. Dons et subventions	6 397	33	3 555	89	1 359	8	11 312	29
3. Biens, services et intrants	561	3	133	3	870	5	1 564	4
4. Formation et ateliers	1 392	7	-	-	1 392	9	2 783	7
5. Travaux de génie civils	-	-	193	5	452	3	645	2
6. Salaires et dépenses de fonctionnement	2 260	11	-	-	2 260	14	4 520	11
<b>Total</b>	<b>19 664</b>	<b>50</b>	<b>4 000</b>	<b>10</b>	<b>16 000</b>	<b>40</b>	<b>39 664</b>	<b>100</b>

## C. Résumé des avantages et analyse économique

39. Le groupe cible du projet se composera de petits paysans et de communautés autochtones et quilombola, qui participeront activement à des activités de production. Le projet, dont le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 29 700 ménages, sera axé sur la réduction de la pauvreté rurale.
40. Le projet bénéficiera généralement aux femmes, aux jeunes et aux hommes participant directement à des activités agricoles et agro-extractives. Au moins 6 500 femmes participeront directement aux activités de production. Les bénéficiaires indirects seront les personnes employées à la transformation des produits et à des activités créatrices de valeur ajoutée. Les propriétés et les ressources des familles bénéficiaires devraient augmenter de 20%, la malnutrition des enfants être réduite de 25% tandis que la part du budget familial consacrée à l'achat de produits alimentaires devrait diminuer de 20% d'ici à la fin du projet.
41. La viabilité économique des interventions du projet a été analysée au moyen de sept modèles de production représentatifs des activités à promouvoir, à savoir: i) une usine d'extraction d'huile de babaçu; ii) un élevage caprin/ovin; iii) une coopérative de transformation de fruits; iv) un élevage avicole familial; v) un élevage familial de

pintades; vi) une fabrique de farine de manioc; et vii) une station d'élevage et d'aquaculture. Ces modèles ont servi d'éléments de base pour l'évaluation économique de l'ensemble du projet. Le taux de rentabilité économique interne a été estimé à 21,45% pour le scénario de base. Sa valeur actualisée nette, pour un taux d'escompte de 12%, est de 40,94 millions de R\$ (11,7 millions d'USD).

## D. Durabilité

42. Le projet prévoit les mécanismes suivants pour promouvoir la pérennisation de ses effets et de ses impacts:
- i) Modèles productifs et technologiques simples adaptés aux conditions locales. Les légumes et le petit bétail sont les deux principales catégories de production ciblées. Elle peuvent utiliser des intrants biologiques et sont peu coûteuses. En outre, les marchés locaux sont très demandeurs des produits qui recevront l'appui du projet (par exemple, légumes, miel, volaille, ovins et caprins, poisson et huile de babaçu).
  - ii) Pratiques de gestion des ressources naturelles. Le projet s'attachera à réduire l'incidence des problèmes environnementaux et les pratique nocives pour l'environnement, tels que le défrichage par brûlis, les feux de forêt, la déforestation et les pénuries d'eau.
  - iii) Renforcement des capacités des organisations. Le projet comprend des mesures destinées à renforcer les capacités de gestion des organisations économiques et communautaires par une assistance technique et par la formation des dirigeants à la gestion, à la bonne gouvernance, et aux questions d'organisation et de méthode.
  - iv) Renforcement institutionnel. Par la planification, le S&E, la gestion des savoirs et la communication, le projet renforcera les capacités des institutions clés de l'État afin de soutenir la réduction de la pauvreté rurale.

## E. Identification et atténuation des risques

43. Les risques auxquels est exposé le projet sont considérés comme modérés. Les principaux risques à prendre en considération sont les suivants: i) le risque politique: tout changement de contexte politique pourrait retarder l'approbation du congrès et le démarrage de l'exécution, et affecter les budgets et les approches des politiques et programmes fédéraux avec lesquels le projet est censé se coordonner; ii) les faiblesses de l'organisme d'exécution en matière de S&E; iii) le manque d'expérience et de compétences du gouvernement de l'État du Maranhão concernant l'exécution de projets complexes avec des organisations financières internationales; iv) le risque fiduciaire: au vu de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, qui s'établissait à 38 pour le Brésil en 2015, et compte tenu des faiblesses de l'organisme d'exécution dans le domaine de la gestion financière, le risque fiduciaire du projet a été jugé moyen. Les mesures mentionnées à la section IV. D sont considérées comme suffisantes pour atténuer le risque fiduciaire; v) les risques liés à l'intervention dans des communautés autochtones; et vi) les risques associés au changement climatique, qui pourraient influencer sur les volumes de production et la réalisation des objectifs en matière de production, de nutrition et de revenus.
44. Pour atténuer ces risques, des mesures ont été décidées en accord avec le gouvernement de l'État du Maranhão afin d'assurer le démarrage rapide des activités du projet et le bon déroulement du processus d'approbation et de signature des accords de prêt et de garantie. Le projet abordera avec prudence son travail avec les communautés autochtones, en se limitant au départ à une intervention pilote. L'équipe de pays du FIDA suit attentivement et en permanence le déroulement du processus d'approbation du projet, en coordination avec les autorités fédérales de Brasilia, afin de réduire au minimum le risque de dérapages dans le calendrier d'approbation du prêt et du projet. Le bureau de pays du Brésil a lancé un système

informatique de S&E uniforme, qui devrait permettre de réduire les problèmes liés aux faiblesses de l'organisme d'exécution. Le SAF a déjà participé à des échanges et au renforcement des capacités en matière de S&E, promus par le bureau de pays du Brésil.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

45. Comme il est indiqué à la section I.B, le projet correspond pleinement au Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025 et est cohérent avec le COSOP 2016 du Brésil.
46. Le projet comprendra une stratégie en faveur de l'égalité des sexes tendant à renforcer la participation des femmes aux instances de décisions – mais aussi leur accès aux marchés, à l'assistance technique et au financement des investissements dans la production – ainsi qu'à soutenir les groupes et les organisations de femmes autour des activités agricoles et autres. Il prévoit aussi des activités de renforcement des capacités dans le domaine de l'égalité homme-femme à l'intention de ceux qui participent à l'exécution du projet et à l'assistance technique, et son cadre logique comprend des indicateurs clairs pour mesurer l'impact sur les femmes des activités proposées.
47. À l'issue des procédures d'évaluation sociale et environnementale, le projet a été classé dans la catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif sur l'environnement ou sur les traditions et usages des communautés autochtones. La restauration des terres dégradées, la récolte sélective, le stockage et la distribution de semences autochtones, et la restauration et la protection des forêts riveraines figurent parmi les principales mesures d'atténuation des risques environnementaux. Le risque climatique est classé dans la catégorie moyenne: les activités du projet ne sont pas sensibles à la variabilité climatique et les interventions environnementales ne sont que modérément vulnérables aux périodes de pluie ou de sécheresse; ces phénomènes seront atténués par le financement de petits ouvrages de stockage de l'eau dans le cadre des activités du projet.

### B. Alignement et harmonisation

48. Le projet répond aux politiques de développement rural et de lutte contre la pauvreté du Brésil. Au niveau national, il est en concordance avec le "Plano Brasil sem Miséria" (Plan Brésil sans misère), axe principal de la réduction de la pauvreté, de la promotion de la production et de l'inclusion sociale. Dans ce contexte, les politiques concernant la production et l'inclusion sociale sont particulièrement pertinentes pour le projet, notamment la politique de développement territorial, le PRONAF et les programmes d'achat public tels que le PAA et le PNAE.
49. Le projet est aussi en harmonie avec le programme Mais IDH (IDH plus) du gouvernement de l'État, lancé en 2015 et axé sur les investissements publics dans l'infrastructure et le soutien des activités créatrices d'emplois dans les 30 municipalités ayant les plus faibles valeurs d'IDH.
50. Le projet continuera à promouvoir les partenariats avec les collectivités municipales, afin de dégager des opportunités de coordination et de cofinancement des investissements dans les communautés rurales. Il bénéficiera aussi d'une étroite collaboration avec le fonds social de la Banque nationale de développement économique et social. En ce qui concerne les partenaires internationaux du développement, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) seront des partenaires dans les activités de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques, par l'entremise, entre autres initiatives, du Centre international de politiques pour la croissance inclusive du PNUD et du Programme SEMEAR de gestion des savoirs du FIDA/IICA. Le projet nouera des partenariats avec les organisations sociales et les

ONG, en particulier celles qui représentent les intérêts de l'agriculture familiale et des travailleurs ruraux, ainsi que des femmes et des communautés traditionnelles.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

51. Les innovations technologiques devraient être axées principalement sur les pratiques agro-écologiques durables et sur le développement de nouvelles activités de production, associé à une meilleure gestion des ressources naturelles. Par exemple, de nouvelles techniques d'utilisation rationnelle de l'eau et de nouveaux investissements promouvant l'accès à l'eau, ce qui permettra aux ménages de se lancer dans la production de légumes, d'améliorer la nutrition familiale et d'augmenter leurs revenus grâce à la vente de leurs produits sur les marchés locaux.
52. Les efforts prévus en matière de gestion des savoirs et de communication des résultats comprendront la promotion de la systématisation thématique, l'analyse des facteurs clés expliquant les résultats obtenus et l'intégration de ceux-ci dans le système de S&E. Les innovations réalisées par le projet et leurs résultats seront examinés sur les plateformes de concertation, telles que le Forum des Secrétaires d'État à l'agriculture familiale et au développement rural du nord-est du Brésil et du Minas Gerais, afin d'en promouvoir la reproduction à plus grande échelle. Le projet liera aussi son effort au nouveau programme international SEMEAR, qui sera opérationnel en 2017-2019.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

53. Le projet soutiendra les politiques dans les principaux domaines suivants:
  - i) développement territorial; ii) assistance technique et vulgarisation rurale;
  - iii) crédit rural; iv) commercialisation des produits de l'agriculture familiale; et
  - v) réforme agraire.
54. Le projet contribuera à renforcer les politiques et programmes publics: i) en fortifiant la coordination de l'exécution des politiques et programmes publics existants; et ii) en alimentant la concertation dans le but d'améliorer ou corriger les politiques et programmes publics. Les synergies entre la gestion des savoirs du projet, les activités de S&E, la concertation promue par le Forum des Secrétaires d'État, et les activités de coopération triangulaire et Sud-Sud portées par le programme international SEMEAR du FIDA, créeront en outre des liens entre les activités du projet et les politiques publiques aux niveaux étatique, fédéral et international.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

55. Un accord de financement entre l'État du Maranhão de la République fédérative du Brésil et le FIDA, et un accord distinct de garantie entre la République fédérative du Brésil et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement et de l'accord de garantie négociés ne sera pas distribuée à cette session. Le Conseil est invité à approuver la proposition de projet à la condition que les négociations relatives à l'accord de financement et à l'accord de garantie soient conclues avant le 31 mars 2017. Une copie de l'accord de financement et de l'accord de garantie négociés sera distribuée au Conseil à sa session d'avril 2017, assortie de toute modification de fond apportée aux conditions présentées au Conseil à la présente session.
56. L'État du Maranhão de la République fédérative du Brésil est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de la loi brésilienne, à garantir le prêt.
57. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

58. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État du Maranhão de la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quatorze millions trois cent treize mille droits de tirage spéciaux (14 313 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement

(sera distribué à la session du Conseil d'administration en avril 2017 après les négociations)

## Logical framework

Results hierarchy	Verification Methods				Assumptions			
	Code	Indicator	Baseline	Goal	Source	Frequency	Responsibility	Hypotheses and Risks
Goal To contribute to rural poverty reduction in the state of Maranhão.	00.00.01	1) Property and assets of the beneficiary families increased by 20% (RIMS 3rd level); 2) Child malnutrition rate is reduced by 25% (RIMS 3rd level); 3) The proportion of family budget used to buy food is reduced by 20% (RIMS 3rd level).	A	A+20%	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E System;</li> <li>Census from IBGE;</li> <li>Systematizations by thematic area of intervention</li> <li>Baseline Research and Final evaluation assessment.</li> </ul>	1st. year 4th. year 7th. year	PM & E Project Unit, with the assistance of hired consultants and support of IMESC - MA	Continuity of public policies and programs that support rural poverty reduction
	00.00.02		Xx%=B	B-25%				
	00.00.03		Xx%=C	C-20%				
Development Objectives Increase income and nutrition of poor rural people and strengthen their capacity to manage their organizations and adapt to climate change in the project area	00.00.04	4) 29,700 families receive project services. (RIMS 1.8.1), of which 22,500 (in 600 communities of different types) benefit mobilization and organizational activities, 4,600 are leaders from other communities, and 2,600 are trained youth from other households. 15,000 of these households benefit from technical assistance and 13,400 of them also benefit from productive investments; 1,000 households are quilombolas; 700 are indigenous families. 4.1) 10,500 households (70% of 15,000) increase their income by at least 30%; 4.2) 5,000 families reach productivity per hectare or per animal 20% higher than the average of the area or city where they are; 4.3) 4,000 families diversify their production by the introduction of at least one new product, compared with the situation before the Project; 4.4) 7,000 families receive better prices for their products.	0	29,700	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E System;</li> <li>Technical Progress Report;</li> <li>AWPB;</li> <li>Systematizations by thematic area of intervention;</li> <li>Baseline</li> <li>Final evaluation assessment.</li> </ul>	Per year	PM & E Project Unit, with the assistance of hired consultants and support of IMESC - MA	Continuity of public policies and programs that support rural poverty reduction and commercialization of products of family farming;  Mechanisms to adapt to existing climate change.
			0					
			0					
			0					
			0					
		0	10,500		For the others: 1st. year 4th. year 7th. year			
			5,000					
			4,000					
			7,000					
Component 1: Organizational Strengthening and capacity development								
Product1: Community mobilization and organization. Mobilize families and strengthen community organizations to better participate in local decision platforms	01.01.01	5) 600 community organizations benefit from mobilization actions (RIMS 1.6.4), of which:  40 women's organizations 10 indigenous organizations	0	600	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project M&amp;E System;</li> <li>Technical Progress Report;</li> <li>AWPB;</li> <li>Systematizations by thematic area of intervention;</li> </ul>	Per year	PM&E Project Unit	
			0	40				
			0	10				

N

					<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline</li> <li>• Final evaluation assessment.</li> </ul>			
Product 2: Strengthening organizations. Strengthen capacities of economic organizations (cooperatives and associations) that work with production, processing, product marketing and other services.	01.02.01	6) 100 organizations (cooperatives and associations) strengthened, with functioning organizational structure and governance.	0	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E System;</li> <li>• Technical Progress Report; AWPB;</li> <li>• Systematizations by thematic area of intervention;</li> <li>• Baseline</li> <li>• Final evaluation, assessment.</li> </ul>	Per year	PM&E Project Unit	Continuity of public policies and programs that support rural poverty reduction and commercialization of products of family farming;
Product 3: Gender and youth. Ensure gender and youth mainstreaming, promote women's participation and opportunities for young people in the activities of the Project.	01.03.01	7) 1,300 women leaders trained in community organization;	0	1,300	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E System;</li> <li>• Technical Progress Report; AWPB;</li> <li>• Systematizations by thematic area of intervention;</li> <li>• Baseline;</li> <li>• Final evaluation assessment.</li> </ul>	Per year	PM&E Project Unit	Continuity of public policies and programs in the State of Maranhão
	01.03.02	8) 2,700 rural youth trained by schools of Pedagogy of Alternation.	0	2,700				
Component 2. Food security, productive development, and market access								
Product 1: Technical Assistance - TA. Improve beneficiaries' productive activities, ensure the success of PDPs and improve marketing of their production.	02.01.01	9) 15,000 families are supported with direct TA (RIMS 1.2.5), of which:  700 are indigenous families.	0	15,000	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E System;</li> <li>• Technical Progress Report; AWPB;</li> <li>• Systematizations by thematic area of intervention;</li> <li>• Baseline;</li> <li>• Final evaluation assessment.</li> </ul>	Per Year	PM&E Project Unit	Continuity of public policies and programs in the State of Maranhão
			0	700				

Product 2: Investments in Sustainable Productive Development Plans. Finance productive investments needed to improve production, processing and marketing of agricultural and non-agricultural production, and socio-environmental and innovative investments	02.02.01	10) 550 Productive Development Plans financed (with the Project resources and government program credits).	0	550	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project M&amp;E System;</li> <li>• Technical Progress Report; AWPB;</li> <li>• Systematizations by thematic area of intervention;</li> <li>• Baseline;</li> <li>• Final evaluation assessment.</li> </ul>	Per year	PM&E Project Unit	<p>Continuity of public policies and programs that support rural poverty reduction and commercialization of products of family farming;</p> <p>Continuity of public policies and programs in the State of Maranhão;</p> <p>Mechanisms to adapt to existing climate change</p>
	02.02.02	11) 13,400 families receive productive investments (subgroup of the 15,000 families supported by TA), of which:  30% led by women;	0	13,400				
	02.02.03	12) At least 2,000 babassu coconut breakers benefit directly from the Project;	0	4,020				
	02.02.04	13) 1,000 families of quilombola communities and coconut breakers benefit from land titling action;	0	2,000				
	02.02.05	14) 1,000 families of quilombola communities and coconut breakers benefit from land titling action;	0	1,000				
		14) 7,000 families adopt at least one technology of adaptation to climate change in their main productive activity.	0	7,000				